

<https://www.sundep-paris.org/spip.php?article488>



Notre Dame des Landes : Attac condamne un gouvernement qui expulse et détruit !

- Pour une autre société
- Droits et Libertés

Publication date: lundi 22 octobre 2012



Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

[info document - voir en grand cette image](#)

La lutte contre la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes a pris cette semaine une tournure particulière avec l'invasion de la ZAD (Zone d'aménagement différé rebaptisée Zone à Défendre) par près de 1000 gendarmes mobiles.

Envoyés pour expulser les occupantEs militantEs à 15 jours de la trêve hivernale, ils laissent ainsi la place aux machines de chantier de Vinci pour la construction, prévue début 2013, d'un barreau routier préalable à la bétonnisation de la zone.

Cet aéroport, exemple emblématique du grand projet inutile et imposé, constitue un énorme gâchis tant humain et social que financier et environnemental : il va chasser des habitants là depuis toujours et d'autres, venus construire des alternatives soutenables, opposés à des modèles industriel et de transport qui nous mènent dans le mur.

Par ailleurs, à un moment où le gouvernement a choisi de mettre en oeuvre une politique d'austérité pour atteindre en 2013 un déficit limité à 3% du PIB, comment peut-il justifier de gaspiller des centaines de millions d'euros, voire plus, pour construire un aéroport dont il n'arrive même pas à démontrer l'utilité sociale et dont le financement va être assuré par un partenariat public privé garantissant un retour sur investissement exorbitant à Vinci ?

Sur le plan écologique ce projet aura un coût considérable ; il va détruire non seulement 1600 hectares de terres agricoles et de bocage prévus pour la construction de l'aéroport, mais aussi des dizaines de milliers d'autres pour les énormes zones commerciales et industrielles qui ne vont pas manquer de s'implanter sur les 20 kilomètres qui séparent Notre-Dame-Des-Landes de Nantes. Ceci réduira la production maraîchère de proximité, la production agricole et la biodiversité.

Le CA d'Attac France, réuni samedi 20 octobre, apporte donc son soutien à tous ceux qui, conscients des conflits entre des intérêts privés et l'intérêt général, luttent contre la construction à NDDL de l'aéroport du Grand Ouest (AGO) et qui sont notamment victimes d'une inacceptable répression et de la violence policière.